

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3663

[C — 2009/29500]

30 APRIL 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 3 aan het beheerscontract van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » 2008-2012

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de O.N.E. van 20 april 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2009;

Overwegende dat het beheerscontract van de O.N.E. ondertekend is op 6 maart 2008;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009;

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het aanhangsel nr. 3 aan het beheerscontract van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » samen met de bijlage gevoegd bij dit besluit goed.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het goedgekeurd wordt.

Art. 3. De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3664

[C — 2009/29649]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'application du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, notamment, son article 20;

Vu le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et notamment, ses articles 5, § 2, alinéa 2, 11, 12, 13, 32, § 2, alinéa 3, 36, 73 et 82, § 3;

Vu l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 12 mars 2009, et contenant également la proposition de la Commission précitée visée à l'article 32, § 2, alinéa 3, du décret précité;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2009;

Vu l'avis 46.428/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « Décret » : le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2^o « Associations » : les associations ou organisations sollicitant le bénéfice de l'application du décret;

3^o « Agrément » : l'agrément des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, aux conditions générales et particulières fixées au chapitre II du décret;

4^o « Classement » : classement des associations au sein d'une classe de financement conformément au chapitre III du décret;

5^o « Admission dans un dispositif particulier » : admission des associations dans un des dispositifs particuliers conformément au chapitre IV du décret;

6^o « Reconnaissance » : reconnaissance en qualité de groupement de jeunesse, conformément au chapitre VI du décret;

7^o « Suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire » : mesure visée à l'article 73 du décret;

8^o « Evaluation du plan d'actions quadriennal échu » : évaluation interne de leur plan d'actions quadriennal par les associations, prévue à l'article 12, alinéa 2 du décret;

9° : « Examen quadriennal des plans d'actions » : examen des plans d'actions quadriennaux par le Service de la Jeunesse, prévu aux articles 12, alinéa 3 et 13, alinéa 1^{er}, du décret;

10° : « Indice de financement » : indice visé à l'article 14, § 1^{er}, du décret;

11° « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

12° « C.C.O.J. » : Commission consultative des organisations de jeunesse créée par l'article 37 du décret;

13° « Inspection » : Service général de l'Inspection de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

14° « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions;

15° « Jours ouvrables » : les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés;

16° « Notification » : envoi par courrier recommandé sachant que, pour les dispositions du présent arrêté qui énoncent qu'un délai prend cours à compter de la « notification », le point de départ dudit délai est le jour où un avis informant les destinataire de l'existence du pli lui est remis, même si l'intéressé n'en prend connaissance que plus tard.

CHAPITRE II. — *Des procédures d'agrément et de classement des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, et d'admission de celles-ci dans un des dispositifs particuliers ainsi que des procédures de reconnaissance des associations en qualité de groupements de jeunesse*

Section 1^{ère} — De la procédure relative aux demandes d'agrément et de classement des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, et d'admission de celles-ci dans un des dispositifs particuliers

Art. 2. L'association introduit sa demande d'agrément et de classement, le cas échéant accompagnée d'une demande d'admission dans un dispositif particulier, ou sa demande d'admission dans un dispositif particulier, par envoi sous format électronique ou, à défaut, par écrit en trois exemplaires.

Elle précise, dans sa demande, la catégorie d'organisation de jeunesse pour laquelle elle sollicite l'agrément ainsi que le classement souhaité et l'indice de financement choisi.

Art. 3. L'association utilise, pour composer le dossier qui accompagne sa demande, les formulaires-types repris en annexes 1^{re}, 2 et 3, fournis gratuitement par le Service de la Jeunesse, soit sous format électronique ou, à défaut, par écrit en trois exemplaires.

Ces formulaires-type sont établis sur avis de la C.C.O.J. en manière telle qu'ils permettent à l'association de fournir la preuve qu'elle remplit les conditions générales d'agrément visées à la section 2 du chapitre II du décret, les conditions particulières d'agrément visées à la section 3 du chapitre II du décret et, le cas échéant, les conditions d'admission dans un dispositif particulier visées au chapitre IV du décret.

Art. 4. Si la demande d'agrément porte sur la catégorie des « mouvements thématiques », le plan d'actions quadriennal joint à la demande en application du décret est complété dans le respect des indications fournies à l'annexe 2 (partie II, A), contient les éléments essentiels visés à l'article 5, § 2 du décret et les éléments complémentaires visés dans le formulaire reproduit à l'annexe 2 (partie II, B, 1).

Si la demande d'agrément porte sur la catégorie des « mouvements de jeunesse », le plan d'actions quadriennal joint à la demande en application du décret est complété dans le respect des indications fournies à l'annexe 2 (partie II, A), contient les éléments essentiels visés à l'article 5, § 2 du décret et les éléments complémentaires visés dans le formulaire reproduit à l'annexe 2 (partie II, B, 2).

Si la demande d'agrément porte sur la catégorie des « services de jeunesse », le plan d'actions quadriennal joint à la demande en application du décret est complété dans le respect des indications fournies à l'annexe 2 (partie II, A), contient les éléments essentiels visés à l'article 5, § 2 du décret et les éléments complémentaires visés dans le formulaire reproduit à l'annexe 2 (partie II, B, 3).

Si la demande d'agrément porte sur la catégorie des « fédérations d'organisations de jeunesse », le plan d'actions quadriennal joint à la demande en application du décret est complété dans le respect des indications fournies à l'annexe 2 (partie II, A), contient les éléments essentiels visés à l'article 5, § 2, du décret et les éléments complémentaires visés dans le formulaire reproduit à l'annexe 2 (partie II, B, 4).

Si la demande d'agrément porte sur la catégorie des « fédérations de centres de jeunes », le plan d'actions quadriennal joint à la demande en application du décret est complété dans le respect des indications fournies à l'annexe 2 (partie II, A), contient les éléments essentiels visés à l'article 5, § 2 du décret et les éléments complémentaires visés dans le formulaire reproduit à l'annexe 2 (partie II, B, 5).

Art. 5. Si la demande porte sur l'admission dans un dispositif particulier, le plan d'actions quadriennal visé à l'article 4 est complété, selon le cas, conformément à l'annexe 3, laquelle comprend, pour chaque dispositif particulier, le modèle sur la base duquel est établie la programmation d'actions spécifiques.

Art. 6. Conformément à l'article 12, alinéa 1^{er}, du décret, le plan d'actions quadriennal visé aux articles 4 et 5 ne porte, s'il est déposé à l'occasion d'une demande introduite pendant une période quadriennale telle que définie à l'article 2, 19°, du décret, que sur le solde de la période à couvrir entre la date de l'agrément et/ou de l'admission dans un dispositif particulier et la fin de la période quadriennale en cours.

Art. 7. Le Service de la Jeunesse accuse réception d'une demande visée à l'article 2 dans les cinq jours ouvrables de sa réception. Il vérifie si le dossier de la demande est complet eu égard aux exigences résultant du présent arrêté et de ses annexes. Le cas échéant, dans un délai de trente jours ouvrables suivant l'envoi de l'accusé de réception, il sollicite auprès de l'association les éléments manquants dans le dossier.

La demande est prise en considération à la date à laquelle le Service de la Jeunesse est en possession du dossier complet. Le Service de la Jeunesse informe l'association de la date de prise en considération dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard le 30 juin.

Jusqu'à la prise de décision, l'association est tenue d'informer le Service de la Jeunesse de toute modification substantielle affectant le contenu du dossier de la demande prise en considération.

A compter de la prise en considération de son dossier et au plus tard dix jours ouvrables avant le 15 septembre, l'association peut communiquer une note d'observations à l'attention du Service de la Jeunesse.

Art. 8. Le Ministre statue au plus tard le 31 décembre sur les demandes visées à l'article 2, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme d'arrêté, et à laquelle sont joints, d'une part, les avis de l'Inspection et de la C.C.O.J. consultés conformément aux articles 9 à 14 et, d'autre part, les observations écrites formulées par les associations en application de l'article 7, alinéa 4.

Font toutefois seules l'objet d'une décision du Ministre dans le courant d'une année civile les demandes visées à l'article 2 prises en considération conformément à l'article 7, alinéa 2, avant le 30 juin de cette même année.

Art. 9. Au plus tard le 15 juillet, le Service de la Jeunesse transmet les demandes visées à l'article 8, alinéa 2, pour avis à l'Inspection et à la C.C.O.J.

Art. 10. La C.C.O.J. traite toute demande qui lui est transmise selon la procédure qu'elle définit dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. L'Inspection et la C.C.O.J. informent chacune le Service de la Jeunesse et l'association de l'identité de la personne chargée de préparer leur avis respectif.

Le Service de la Jeunesse informe l'Inspection et la C.C.O.J. de tout élément de nature à leur permettre de préparer leur avis respectif.

Art. 12. L'Inspection communique son avis au Service de la Jeunesse et à la C.C.O.J. au plus tard dix jours ouvrables avant le 15 septembre.

Art. 13. Le Service de la Jeunesse communique à la C.C.O.J. une proposition motivée de décision, rédigée sous forme de projet d'arrêté, au plus tard le 15 septembre. Il y joint l'éventuelle note d'observations rédigée par l'association à son attention en application de l'article 7, alinéa 4. Au plus tard le 15 septembre, le Service de la Jeunesse communique également à la C.C.O.J. une note évaluant l'impact budgétaire de chacune des demandes prises en considération en application de l'article 8, alinéa 2.

Art. 14. La C.C.O.J. communique son avis au Service de la Jeunesse au plus tard le 20 novembre ou, si le 20 novembre n'est pas un jour ouvrable, le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 15. Lorsque le Ministre a statué en application de l'article 8, sa décision est notifiée à l'association par le Service de la Jeunesse et prend effet le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit la date de la décision.

Sur proposition de la C.C.O.J., le Ministre peut toutefois fixer une autre date de prise d'effet de sa décision.

Section 2. — De la procédure relative au renouvellement de l'agrément, du classement et de l'admission dans un dispositif particulier visés à la section 1^{re}

Art. 16. A l'issue de chaque période quadriennale, et sans préjudice du respect de l'article 37, l'association introduit sa demande de renouvellement d'agrément et de classement, le cas échéant accompagnée d'une demande de renouvellement d'admission dans un dispositif particulier, ou sa demande de renouvellement d'admission dans un dispositif particulier, conformément à la procédure prévue aux articles 2 à 5, sous réserve des dispositions qui suivent.

Cette demande est traitée conformément aux articles 6 à 15, sous réserve des dispositions qui suivent.

Art. 17. Toute demande de renouvellement est introduite au plus tard le 1^{er} mars de la dernière année de chaque période quadriennale.

Art. 18. Outre les éléments visés aux articles 2 à 5, la demande de renouvellement d'agrément et du classement comporte une évaluation du plan d'actions quadriennal échu et, si la demande porte sur le renouvellement de l'admission dans le cadre d'un dispositif particulier, une évaluation de l'action que l'association a développée dans ce cadre.

Art. 19. Seules les demandes comprenant les éléments visés à l'article 18 sont prises en considération conformément à l'article 7, alinéa 2, et font l'objet d'une décision du Ministre.

Le Service de la Jeunesse formule sa proposition, telle que visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, en tenant compte de l'examen quadriennal du plan d'actions de l'association, effectué conformément aux dispositions du chapitre III.

Section 3. — De la procédure relative à la reconnaissance d'une association en qualité de groupement de jeunesse et de la procédure relative au renouvellement de cette reconnaissance

Sous-section 1^{re}. — De la procédure relative à la reconnaissance d'une association en qualité de groupement de jeunesse

Art. 20. L'association introduit sa demande de reconnaissance au Service de la Jeunesse, par envoi sous format électronique ou, à défaut, par écrit en trois exemplaires.

Elle précise, dans sa demande, si elle sollicite la reconnaissance sur pied de l'article 36, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, du décret.

Art. 21. L'association utilise, pour composer le dossier qui accompagne sa demande, les formulaires-types repris en annexe 4, fournis gratuitement par le Service de la Jeunesse, soit sous format électronique ou, à défaut, par écrit en trois exemplaires.

Ces formulaires-type sont établis sur avis de la C.C.O.J. en manière telle qu'ils permettent à l'association de fournir la preuve qu'elle est recevable à solliciter une demande de reconnaissance sur pied de l'article 36, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, du décret, au motif qu'elle est une association ou organisation visée par l'une des dispositions précitées.

Art. 22. Si la demande de reconnaissance est sollicitée sur pied de l'article 36, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, les formulaires-type visés à l'article 21, et reproduits à l'annexe 4, sont établis sur avis de la C.C.O.J. en manière telle qu'ils permettent à l'association de fournir la preuve qu'elle remplit les conditions générales d'agrément visées à la section 2 du chapitre II du décret, à l'exception des conditions visées à l'article 5, 4^o et 9^o, du décret.

Si la demande de reconnaissance est sollicitée sur pied de l'article 36, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, les formulaires-type visés à l'article 21 sont établis sur avis de la C.C.O.J. en manière telle que le dossier de la demande contienne à tout le moins les informations visées dans le formulaire reproduit à l'annexe 4.

Si la demande de reconnaissance est sollicitée sur pied de l'article 36, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, les formulaires-type visés à l'article 21 sont établis sur avis de la C.C.O.J. en manière telle que le dossier de la demande contienne à tout le moins les informations visées dans le formulaire reproduit à l'annexe 4.

Toute demande de reconnaissance visée au présent article est accompagnée d'un plan d'actions portant sur le solde de la période à couvrir entre la date de la reconnaissance et la fin de la période quadriennale en cours, sans que cette période ne puisse être supérieure à deux ans.

Le plan d'actions visé à l'alinéa 3 comprend les éléments essentiels suivants :

- 1° la présentation du public visé par l'association;
- 2° les zones d'action éventuellement visées par l'association.

Art. 23. Le Service de la Jeunesse accuse réception d'une demande visée à l'article 2 dans les cinq jours ouvrables de sa réception. Il vérifie si le dossier de la demande est complet eu égard aux exigences résultant du présent arrêté et de ses annexes. Le cas échéant, dans un délai de trente jours ouvrables suivant l'envoi de l'accusé de réception, il sollicite auprès de l'association les éléments manquants dans le dossier.

La demande est prise en considération à la date à laquelle le Service de la Jeunesse est en possession du dossier complet. Le Service de la Jeunesse informe l'association de la date de prise en considération dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard le 30 juin.

Jusqu'à la prise de décision, l'association est tenue d'informer le Service de la Jeunesse de toute modification substantielle affectant le contenu du dossier de la demande prise en considération.

A compter de la prise en considération de son dossier et au plus tard dix jours ouvrables avant le 15 septembre, l'association peut formuler une note d'observations à l'attention du Service de la Jeunesse.

Art. 24. Le Ministre statue au plus tard le 31 décembre sur les demandes visées à l'article 20, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme d'arrêté, et à laquelle sont joints, d'une part, les avis de l'Inspection et de la C.C.O.J. consultés conformément aux articles 25 à 30 et, d'autre part, les observations écrites formulées par les associations en application de l'article 23, alinéa 4.

Font toutefois seules l'objet d'une décision du Ministre dans le courant d'une année civile les demandes visées à l'article 20 prises en considération avant le 30 juin de cette même année.

Art. 25. Au plus tard le 15 juillet, le Service de la Jeunesse transmet les demandes visées à l'article 24, alinéa 2, pour avis à l'Inspection et à la C.C.O.J.

Art. 26. La C.C.O.J. traite toute demande qui lui est transmise selon la procédure qu'elle définit dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 27. L'Inspection et la C.C.O.J. informent chacune le Service de la Jeunesse et l'association de l'identité de la personne chargée de préparer leur avis respectif.

Le Service de la Jeunesse informe l'Inspection et la C.C.O.J. de tout élément de nature à leur permettre de préparer leur avis respectif.

Art. 28. L'Inspection communique son avis au Service de la Jeunesse et à la C.C.O.J. au plus tard dix jours ouvrables avant le 15 septembre.

Art. 29. Le Service de la Jeunesse communique à la C.C.O.J. une proposition motivée de décision, rédigée sous forme de projet d'arrêté, au plus tard le 15 septembre. Il y joint les éventuelles observations écrites formulées par l'association à son attention en application de l'article 23, alinéa 4. Au plus tard le 15 septembre, le Service de la Jeunesse communique également à la C.C.O.J. une note évaluant l'impact budgétaire de l'ensemble des demandes prises en considération en application de l'article 24, alinéa 2.

Art. 30. La C.C.O.J. communique son avis au Service de la Jeunesse au plus tard le 20 novembre ou, si le 20 novembre n'est pas un jour ouvrable, le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 31. Lorsque le Ministre a statué en application de l'article 24, sa décision est notifiée à l'association par le Service de la Jeunesse et prend effet le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit la date de la décision.

Sur proposition de la C.C.O.J., le Ministre peut toutefois fixer une autre date de prise d'effet de sa décision.

Sous-Section 2. — De la procédure relative au renouvellement de la reconnaissance d'une association en qualité de groupement de jeunesse

Art. 32. Lors de la dernière année de sa reconnaissance, et sans préjudice du respect de l'article 37, l'association introduit sa demande de renouvellement de reconnaissance, conformément à la procédure prévue aux articles 20 à 22, sous réserve des dispositions qui suivent.

Cette demande est traitée conformément aux articles 23 à 31, sous réserve des dispositions qui suivent.

Art. 33. Toute demande de renouvellement est introduite au plus tard le 1^{er} mars de la dernière année de la période sur laquelle porte la reconnaissance.

Art. 34. Outre les éléments visés aux articles 21 et 22, la demande de renouvellement de reconnaissance comporte une évaluation du plan d'actions échu visé à l'article 22, § 4.

Art. 35. Seules les demandes comprenant les éléments visés à l'article 34 sont prises en considération conformément à l'article 23 et font l'objet d'une décision du Ministre.

Le Service de la Jeunesse formule sa proposition, telle que visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, en tenant compte de l'examen du plan d'actions de l'association, effectué conformément aux dispositions du chapitre III.

CHAPITRE III. — De la procédure d'examen quadriennal des plans d'actions

Art. 36. Le Service de la Jeunesse et le Service de l'Inspection sont chargés de l'examen quadriennal des plans d'actions des organisations de jeunesse visées aux articles 12, alinéa 3 et 13, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi que de l'examen des plans d'actions des groupements de jeunesse, visés à l'article 22, § 4.

L'examen quadriennal des plans d'actions visé à l'alinéa 1^{er} consiste:

1° en la vérification de l'existence, dans chacun des plans d'actions concernés, des informations visées à l'article 5, § 2, du décret, en ce compris les informations propres à chaque catégorie d'association ainsi que le cas échéant, au dispositif particulier dans lequel elles ont été admises et, d'autre part,

2° en la vérification du respect des conditions générales d'agrément visées à l'article 5 du décret et les conditions particulières d'agrément visées aux articles 6 à 10 du décret.

Art. 37. En vue de l'évaluation visée à l'article 36, les associations transmettent au Service de la Jeunesse les documents comprenant, selon le cas, le nouveau plan d'actions quadriennal ou le nouveau plan d'actions visé à l'article 22, § 4, ainsi qu'une évaluation du plan d'actions quadriennal échu ou du plan d'actions échu et ce, au plus tard le 1^{er} mars de la dernière année de chaque période quadriennale ou, s'agissant des associations reconnues en tant que groupements, au plus tard le 1^{er} mars de la dernière année de la période sur laquelle porte la reconnaissance.

L'évaluation du plan d'actions quadriennal échu ou du plan d'actions échu porte sur les éléments suivants, tels que détaillés à l'annexe 2 (partie II, A) :

- 1° objectifs initiaux;
- 2° actions menées sur chaque zone;
- 3° moyens développés pour atteindre les objectifs;
- 4° évaluation et ajustements éventuels.

Plus aucun élément du nouveau plan d'actions quadriennal ou du nouveau plan d'actions visés à l'alinéa 1^{er} ne sera pris en considération s'il est transmis au Service de la Jeunesse après le 1^{er} mars de la dernière année de chaque période quadriennale.

Art. 38. Au plus tard le 15 juillet, le Service de la Jeunesse transmet copie des documents visés à l'article 37 pour avis à l'Inspection et à la C.C.O.J.

Celles-ci se prononcent, au plus tard le 20 novembre ou, si le 20 novembre n'est pas un jour ouvrable, le jour ouvrable qui suit, au moins sur les évaluations et les nouveaux plans d'actions dans les cas suivants :

- 1° lorsque l'association sollicite le renouvellement de son agrément et de son classement, ou de sa reconnaissance en application des dispositions du chapitre II, section 2;
- 2° lorsque l'association sollicite, pour la première fois lors de la dernière année de la période quadriennale, son admission dans un dispositif particulier en application des dispositions du chapitre II, section 1^{re};
- 3° lorsque, en application des articles 13 et 29, le Service de la Jeunesse communique une proposition motivée de décision à la C.C.O.J. défavorable à l'association.

CHAPITRE IV. — *Du changement de classement ou d'indice de financement*

Art. 39. Sans préjudice de l'article 40, le Service de la Jeunesse est chargé d'examiner et de confirmer aux associations qui le demandent :

- 1° le changement de classe de financement visé à l'article 13, alinéa 2, du décret;
- 2° le changement d'indice visé à l'article 13, alinéa 3, du décret.

Les demandes relatives à un changement visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont soumises, accompagnées de la proposition de décision du Service de la Jeunesse, à l'avis préalable de la C.C.O.J. dans les 10 jours ouvrables de leur réception.

La C.C.O.J. est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande d'avis.

Art. 40. Le Service de la Jeunesse notifie à l'association sa décision sur la demande de changement d'indice visée à l'article 39, alinéa 1^{er}, 2°, dans les soixante jours de la réception de la demande.

Le changement d'indice prend effet à dater du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'introduction de la demande.

Le Ministre statue sur la demande de changement de classe de financement visée à l'article 39, alinéa 1^{er}, 1° sur la proposition du Service de la Jeunesse, à laquelle est joint l'avis préalable de la C.C.O.J.

La décision du Ministre visée à l'alinéa 3 prend effet à dater de sa notification à l'association par le Service de la Jeunesse.

Sur proposition de la C.C.O.J., le Ministre peut toutefois fixer une autre date de prise d'effet de sa décision.

CHAPITRE V. — *Des procédures de retrait d'agrément et de classement des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, de cessation d'admission de celles-ci dans un des dispositifs particuliers*

Art. 41. Lorsque le Service de la Jeunesse envisage, après avis de l'Inspection, de proposer au Ministre de prendre une décision de retrait d'agrément et de classement d'une association au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, ou de cessation d'admission de celle-ci dans un des dispositifs particuliers durant leur application, il en informe l'association par courrier recommandé et lui indique les critères d'agrément et de classement au sein d'une catégorie et/ou d'admission dans un dispositif particulier qu'elle ne respecte plus.

Il en informe simultanément la C.C.O.J.

Art. 42. Dans les quinze jours ouvrables suivant la notification visée à l'article 41, l'association transmet une note d'observations au Service de la Jeunesse.

A l'issue de ce délai, le Service de la Jeunesse transmet une proposition de retrait d'agrément et de classement et/ou de cessation d'admission dans un dispositif, accompagnée de l'avis de l'Inspection et, le cas échéant, des observations de l'association, pour avis à la C.C.O.J.

La proposition visée à l'alinéa 2 porte également sur l'octroi d'une subvention exceptionnelle conformément à l'article 75, alinéa 1^{er}, du décret et, le cas échéant, sur le montant et la durée d'octroi de cette subvention.

Art. 43. L'article 10 est d'application aux procédures prévues dans le présent chapitre.

Art. 44. La C.C.O.J. est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse dans les trois mois suivant la réception de la proposition de celui-ci.

Art. 45. Le Ministre statue sur la proposition du Service de la Jeunesse, à laquelle sont joints l'avis de l'Inspection, l'avis de la C.C.O.J. et les observations formulées par l'association en application de l'article 10.

La décision du Ministre prend effet à dater de sa notification à l'association par le Service de la Jeunesse.

CHAPITRE VI. — *De la procédure relative à la suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire*

Art. 46. Lorsque le Service de la Jeunesse envisage, après avis de l'Inspection, de proposer au Ministre de prendre une décision de suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire, il adresse un courrier recommandé à l'association concernée l'informant qu'une procédure de suspension de son droit à la subvention est entreprise à son encontre et précise quels critères d'agrément elle ne respecte plus.

Ce courrier précise, en outre, la date à laquelle la décision de suspension prendrait effet.

Il en informe simultanément la C.C.O.J.

Art. 47. Dans les quinze jours ouvrables suivant la notification visée à l'article 46, l'association transmet une note d'observations au Service de la Jeunesse.

A l'issue de ce délai, le Service de la Jeunesse transmet une proposition de suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire, accompagnée de l'avis de l'Inspection et, le cas échéant, des observations de l'association, pour avis à la C.C.O.J.

Art. 48. L'article 10 est d'application aux procédures prévues dans le présent chapitre.

Art. 49. La C.C.O.J. est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse dans les trois mois suivant la réception de la proposition de celui-ci.

Art. 50. Le Ministre statue sur la proposition du Service de la Jeunesse, à laquelle sont joints l'avis de l'Inspection, l'avis de la C.C.O.J. et les observations formulées par l'association en application de l'article 10.

Le Ministre prend sa décision en déterminant le cas échéant la date d'effet et la durée de la suspension, et la communique au Service de la Jeunesse pour notification à l'association.

CHAPITRE VII. — *Des procédures de recours*

Art. 51. Les dispositions du présent chapitre concernent :

1° les recours contre une décision relative à une demande d'agrément et de classement des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, ou à une admission de celles-ci dans un des dispositifs particuliers ainsi que contre une décision relative au renouvellement d'agrément et de classement, ou d'admission dans un des dispositifs particuliers;

2° les recours contre une décision relative à un retrait d'agrément et de classement des associations au sein d'une catégorie d'organisations de jeunesse, ou à une admission de celles-ci dans un des dispositifs particuliers durant leur application ou à une décision portant suspension du droit à la subvention ordinaire;

3° les recours contre une décision relative à un changement de classe ou d'indice de financement;

4° les recours contre une décision relative à une demande de reconnaissance en qualité de groupement de jeunesse ainsi que contre une décision relative au renouvellement de cette reconnaissance;

5° les recours contre une décision relative à un retrait de reconnaissance en qualité de groupement de jeunesse.

Art. 52. A compter de la notification d'une décision visée à l'article précédent, l'association dispose de quinze jours ouvrables pour faire appel de celle-ci par courrier recommandé adressé au Service de la Jeunesse.

Art. 53. Dès réception du recours, le Service de la Jeunesse :

1° en transmet copie à l'Inspection et à la C.C.O.J. qui chacune désignent leur membre chargé d'examiner le recours;

2° adresse à l'association un accusé de réception.

Art. 54. Le membre de l'Inspection et celui de la C.C.O.J. appelés à préparer leurs avis relativement à un recours ne peuvent être ceux qui ont instruit la demande en première instance.

Art. 55. A dater de la réception de l'avis de l'Inspection, le Service de la Jeunesse dispose de quinze jours ouvrables pour transmettre une proposition de décision à la C.C.O.J., à laquelle est joint l'avis de l'Inspection.

Art. 56. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, la C.C.O.J. traite tout recours qui lui est transmis selon la procédure qu'elle définit dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 57. La C.C.O.J. avertit par écrit l'association de la date à laquelle son dossier est traité.

Sauf si l'association a expressément renoncé à se faire entendre à l'occasion de l'introduction de son recours, la C.C.O.J. invite l'association afin de l'entendre.

En tout état de cause, la C.C.O.J. invite l'association à formuler ses observations par écrit et à les lui communiquer au plus tard le jour ouvrable précédant la date à laquelle son dossier est traité.

Art. 58. La C.C.O.J. est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse, dans les deux mois à dater de la réception de sa proposition.

Art. 59. Le Ministre statue sur les recours visés à l'article 51, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme d'arrêté, et à laquelle sont joints l'avis de l'Inspection, l'avis de la C.C.O.J. et les observations écrites formulées par l'association en application de l'article 58.

Il communique sa décision au Service de la Jeunesse pour notification à l'association.

Art. 60. Une décision prise sur recours conformément au présent chapitre prend effet à la date à laquelle le Service de la Jeunesse a notifié la décision sur laquelle porte le recours.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 61. Le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3664

[C — 2009/29649]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming derinstellingen en, inzonderheid artikel 20;

Gelet op het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en inzonderheid, zijn artikelen 5, § 2, tweede lid, 11, 12, 13, 32, § 2, derde lid, 36, 73 en 82, § 3;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor Jeugdorganisaties, gegeven op 12 maart 2009, en waarin het voorstel van de voornoemde Commissie bedoeld bij artikel 32, § 2, derde lid, van het voornoemde decreet opgenomen is;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 3 april 2009;

Gelet op het advies nr.46.428/4 van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Decreet » : het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

2° « Verenigingen » : de verenigingen of organisaties die het genot aanvragen van de toepassing van het decreet;

3° « Erkenning als verenigingen » : de erkenning van de verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, mits inachtneming van de algemene en specifieke voorwaarden bepaald bij hoofdstuk II van het decreet;

4° « Rangschikking » : rangschikking van de verenigingen binnen een financieringsklasse overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet;

5° « Toelating tot een bijzonder stelsel » : toelating van verenigingen tot één van de bijzondere stelsels bedoeld bij hoofdstuk IV van het decreet;

6° « Erkenning als jeugdgroepen » : de erkenning van de jeugdgroepen overeenkomstig hoofdstuk VI van het decreet;

7° « Schorsing van het recht op de gewone jaarlijkse subsidies » : maatregel bedoeld bij artikel 73 van het decreet;

8° « Evaluatie van het verlopen vierjarige actieplan » : de interne evaluatie van hun vierjarig actieplan in verband met de afgelopen periode door de verenigingen, bedoeld bij artikel 12, tweede lid van het decreet;

9° « Vierjarig onderzoek van de actieprogramma's » : onderzoek van de vierjarige actieprogramma's door de Jeugddienst, bedoeld bij de artikelen 12, derde lid en 13, eerste lid, van het decreet;

10° « Financieringscijfer » : indexcijfer bedoeld bij artikel 14, § 1, van het decreet;

11° « Jeugddienst » : de Jeugddienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

12° « C.C.O.J. » : Adviescommissie voor de Jeugdorganisaties opgericht bij artikel 37 van het decreet;

13° « Inspectie » : de Algemene Inspectiedienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

14° « Minister » : het lid van de Regering belast met de Jeugd;

15° « Werkdagen » : op maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen;

16° « Kennisgeving » : zending bij aangetekende brief wetend dat, voor de bepalingen van dit besluit waarin vermeld wordt dat een termijn een aanvang neemt vanaf de « kennisgeving », het beginpunt van genoemde termijn de dag is waarop een advies waarbij de bestemming over het bestaan van de zending wordt ingelicht, hem overhandigd wordt, zelfs als de betrokkene er enkel later kennis van neemt.

HOOFDSTUK II. — *Erkennings- en rangschikkingsprocedures van verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, en toelating van deze tot een van de bijzondere stelsels alsook erkenningsprocedures van verenigingen als jeugdgroeperingen**Eerste afdeling.* — Procedure met betrekking tot de aanvragen om erkenning en rangschikking van verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, en om toelating tot een van deze in één van de bijzondere stelsels**Art. 2.** De vereniging dient haar aanvraag om erkenning en rangschikking, desgevallend, in met een aanvraag om toelating tot een bijzonder stelsel, of haar aanvraag tot toelating tot een bijzonder stelsel, per zending in elektronische vorm of, bij gebreke daaraan, schriftelijk en in drievoud.

In haar aanvraag bepaalt ze de categorie van jeugdorganisatie waarvoor zij de erkenning aanvraagt alsook de gewenste rangschikking en het gekozen financieringscijfer.

Art. 3. Om het dossier samen te stellen dat bijgevoegd wordt bij haar aanvraag, gebruikt de vereniging de typeformulieren opgenomen als bijlagen 1, 2 en 3, gratis ter beschikking gesteld door de Jeugddienst, in elektronische vorm of, bij gebreke daaraan, schriftelijk en in drievoud.

Deze typeformulieren worden opgesteld op advies van de CCOJ zodat de vereniging ertoe in staat zou worden gesteld om het bewijs te leveren dat zij aan de algemene erkenningsvoorwaarden voldoet bedoeld bij afdeling 2 van hoofdstuk II van het decreet, aan de bijzondere erkenningsvoorwaarden van afdeling 3 van hoofdstuk II van het decreet en, desgevallend, aan de voorwaarden voor de toelating tot een bijzonder stelsel bepaald in hoofdstuk IV van het decreet.

Art. 4. Indien de aanvraag om erkenning op de categorie van de « thematische bewegingen » betrekking heeft, wordt het vierjarige actieprogramma gevoegd bij de aanvraag met toepassing van het decreet ingevuld met inachtneming van de meldingen vermeld in bijlage 2 (deel II, A), bevat het de essentiële elementen bepaald bij artikel 5, § 2 van het decreet en de aanvullende elementen bedoeld in het formulier opgenomen als bijlage 2 (deel II, B, 1).

Indien de aanvraag om erkenning op de categorie van de « jeugdbewegingen » betrekking heeft, wordt het vierjarige actieprogramma gevoegd bij de aanvraag met toepassing van het decreet ingevuld met inachtneming van de meldingen vermeld in bijlage 2 (deel II, A), bevat het de essentiële elementen bepaald bij artikel 5 § 2 van het decreet en de aanvullende elementen bedoeld in het formulier opgenomen als bijlage 2 (deel II, B, 2).

Indien de aanvraag om erkenning op de categorie van de « jeugddiensten » betrekking heeft, wordt het vierjarige actieprogramma gevoegd bij de aanvraag met toepassing van het decreet ingevuld met inachtneming van de meldingen vermeld in bijlage 2 (deel II, A), bevat het de essentiële elementen bepaald bij artikel 5 § 2 van het decreet en de aanvullende elementen bedoeld in het formulier opgenomen als bijlage 2 (deel II, B, 3).

Indien de aanvraag om erkenning op de categorie van de « federaties van jeugdorganisaties » betrekking heeft, wordt het vierjarige actieprogramma gevoegd bij de aanvraag met toepassing van het decreet ingevuld met inachtneming van de meldingen vermeld in bijlage 2 (deel II, A), bevat het de essentiële elementen bepaald bij artikel 5, § 2 van het decreet en de aanvullende elementen bedoeld in het formulier opgenomen als bijlage 2 (deel II, B, 4).

Indien de aanvraag om erkenning op de categorie van de « federaties van jeugdcentra » betrekking heeft, wordt het vierjarige actieprogramma gevoegd bij de aanvraag met toepassing van het decreet ingevuld met inachtneming van de meldingen vermeld in bijlage 2 (deel II, A), bevat het de essentiële elementen bepaald bij artikel 5 § 2 van het decreet en de aanvullende elementen bedoeld in het formulier opgenomen als bijlage 2 (deel II, B, 5).

Art. 5. Indien de aanvraag betrekking heeft op de toelating tot een bijzonder stelsel, wordt het vierjarige actieplan bedoeld bij artikel 4 ingevuld, naargelang het geval, overeenkomstig bijlage 3, die voor ieder bijzonder stelsel het model op basis waarop de programmering van specifieke acties geschiedt, bevat.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 12, eerste lid, van het decreet, heeft het vierjarige actieplan bedoeld bij de artikelen 4 en 5, indien het ingediend wordt bij de indiening van een aanvraag gedurende de vierjarige periode zoals bepaald bij artikel 2, 19°, van het decreet, enkel betrekking op het saldo van de periode die gedekt moet worden tussen de datum van de erkenning en/of van de toelating tot een bijzonder stelsel en het einde van de lopende vierjarige periode.

Art. 7. De Jeugddienst bericht ontvangst van een aanvraag bedoeld bij artikel 2 binnen de vijf werkdagen van haar ontvangst. Hij gaat na of het dossier van de aanvraag volledig is met betrekking tot de vereisten die voortvloeien uit dit besluit en zijn bijlagen. Desgevallend, binnen een termijn van dertig werkdagen na de verzending van het bericht van ontvangst, vraagt hij aan de vereniging de elementen die steeds verschuldigd zijn in het dossier.

De aanvraag wordt in aanmerking genomen op de datum waarop de Jeugddienst het volledige dossier ter beschikking heeft. De Jeugddienst licht de vereniging in over de datum van inaanmerkingneming binnen de beste termijnen en, in elk geval, tegen ten laatste 30 juni.

Totdat de beslissing genomen wordt, wordt de vereniging ertoe gehouden de Jeugddienst in te lichten over elke substantiële wijziging van de inhoud van het dossier van de inaanmerking genomen aanvraag.

Vanaf de inaanmerkingneming van haar dossier en ten laatste tien werkdagen vóór 15 september kan de vereniging een nota met op- en aanmerkingen indienen ter attentie van de Jeugddienst.

Art. 8. Ten laatste tegen 31 december neemt de Minister een beslissing over de aanvragen bedoeld bij artikel 2, op met redenen omkleed voorstel van de Jeugddienst, opgesteld in de vorm van een besluit, en waaraan gevoegd worden, enerzijds, de adviezen van de Inspectie en van de CCOJ geraadpleegd overeenkomstig de artikelen 9 tot 14 en, anderzijds, de op- en aanmerkingen verwoord door de verenigingen met toepassing van artikel 7, vierde lid.

De Minister neemt tijdens het kalenderjaar enkel een beslissing over de aanvragen bedoeld bij artikel 2 in aanmerking genomen overeenkomstig artikel 7, tweede lid, voor 30 juni van hetzelfde jaar.

Art. 9. Ten laatste tegen 15 juli, zendt de Jeugddienst de aanvragen over bedoeld bij artikel 8, tweede lid, ter advies aan de Inspectie en de CCOJ.

Art. 10. De CCOJ behandelt elke aanvraag die haar overgezonden wordt volgens de procedure door haar in haar huishoudelijk reglement bepaald.

Art. 11. De Inspectie en de CCOJ brengen, ieder afzonderlijk, de Jeugddienst en de vereniging op de hoogte van de identiteit van de persoon belast met het voorbereiden van hun respectieve advies.

De Jeugddienst brengt de Inspectie en de CCOJ op de hoogte van elk element dat ze in staat zou kunnen stellen hun respectieve advies voor te bereiden.

Art. 12. De Inspectie deelt haar advies mede aan de Jeugddienst en aan de CCOJ ten laatste tien werkdagen vóór 15 september.

Art. 13. De Jeugddienst deelt aan de CCOJ een met redenen omkleed voorstel tot beslissing mee, opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit, ten laatste tegen 15 september. Erbij voegt hij de mogelijke nota van op- en aanmerkingen opgesteld door de vereniging en voor hem bestemd met toepassing van artikel 7, vierde lid. Ten laatste tegen 15 september, deelt de Jeugddienst tevens aan de CCOJ een nota met de evaluatie van de begrotingsimpact van iedere in aanmerking genomen aanvraag met toepassing van artikel 8, tweede lid.

Art. 14. De CCOJ zendt haar advies over aan de Jeugddienst ten laatste tegen 20 november of, indien de 20^e november geen werkdag is, de eerste werkdag die erop volgt.

Art. 15. Wanneer de Minister een beslissing heeft genomen met toepassing van artikel 8, wordt door de Jeugddienst aan de vereniging kennis van zijn beslissing gegeven en heeft deze beslissing uitwerking met ingang van 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op de datum van de beslissing.

Op voordracht van de CCOJ, kan nochtans de Minister een andere datum bepalen voor de uitwerking van zijn beslissing.

Afdeling 2. — Procedure met betrekking tot de vernieuwing van de erkenning, de rangschikking en de toelating tot een bijzonder stelsel bedoeld bij de eerste afdeling

Art. 16. Op het einde van iedere vierjarige periode, en onverminderd de inachtneming van artikel 37, dient de vereniging haar aanvraag tot vernieuwing van de erkenning en rangschikking in, desnoods samen met een aanvraag tot vernieuwing van de toelating tot een bijzonder stelsel, of haar aanvraag tot vernieuwing van de toelating tot een bijzonder stelsel, overeenkomstig de procedure bedoeld bij de artikelen 2 tot 5, onder voorbehoud van de bepalingen die hierna volgen.

Deze aanvraag wordt behandeld overeenkomstig de artikelen 6 tot 15, onder voorbehoud van de bepalingen die volgen.

Art. 17. Elke aanvraag tot vernieuwing wordt ingediend ten laatste tegen 1 maart van het laatste jaar van elke vierjarige periode.

Art. 18. Naast de elementen bedoeld bij de artikelen 2 tot 5, bevat de aanvraag om vernieuwing van de erkenning en de rangschikking een evaluatie van het verlopen vierjarige actieprogramma en, indien de aanvraag betrekking heeft op de vernieuwing van de toelating in het kader van een bijzonder stelsel, een evaluatie van de actie die door de vereniging in dit kader ontwikkeld werd.

Art. 19. Enkel de aanvragen die de elementen bedoeld bij artikel 18 bevatten, worden in aanmerking genomen overeenkomstig artikel 7, tweede lid, en maken het voorwerp uit van een beslissing van de Minister.

De Jeugddienst verwoordt zijn voorstel, zoals bedoeld bij artikel 8, eerste lid, met inaanmerkingneming van het vierjarig onderzoek van de actieprogramma's, gedaan overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III.

Afdeling 3. — Procedure met betrekking tot de erkenning van een vereniging als jeugdgroepering en procedure met betrekking tot de vernieuwing van deze erkenning

Eerste onderafdeling. — Procedure met betrekking tot de erkenning van een vereniging als jeugdgroepering

Art. 20. De vereniging dient haar aanvraag om erkenning in bij de Jeugddienst, per zending in elektronische vorm of, bij gebreke daaraan, schriftelijk en in drievoud.

In haar aanvraag vermeldt ze of ze de erkenning aanvraagt op basis van artikel 36, eerste lid, 1°, 2° of 3°, van het decreet.

Art. 21. Om het dossier samen te stellen dat bij de aanvraag wordt gevoegd, gebruikt de vereniging de typeformulieren opgenomen als bijlage 4, gratis ter beschikking gesteld door de Jeugddienst, in elektronische vorm of, bij gebreke daaraan, schriftelijk en in drievoud.

Deze typeformulieren worden opgesteld op advies van de CCOJ zodat ze de vereniging toelaten het bewijs te leveren dat zij ontvankelijk is als aanvraagster van een erkenningsaanvraag op basis van artikel 36, eerste lid, 1°, 2° of 3°, van het decreet, omdat ze een vereniging of organisatie is zoals bedoeld bij een van de bovenvermelde bepalingen.

Art. 22. Indien de erkenningsaanvraag ingediend wordt op basis van artikel 36, eerste lid, 1°, van het decreet, worden de typeformulieren bedoeld bij artikel 21, en opgenomen in bijlage 4, opgesteld op advies van de CCOJ zodat ze de vereniging toelaten het bewijs te leveren dat ze de algemene erkenningsvoorwaarden vervult bedoeld bij de afdeling 2 van hoofdstuk II van het decreet, met uitzondering van de voorwaarden bepaald bij artikel 5, 4° en 9°, van het decreet.

Indien de erkenningsaanvraag ingediend wordt op basis van artikel 36, eerste lid, 2°, van het decreet, worden de typeformulieren bedoeld bij artikel 21, opgesteld op advies van de CCOJ zodat het dossier van de aanvraag minstens de informatie bedoeld in het formulier opgenomen in bijlage 4 bevat.

Indien de erkenningsaanvraag aangevraagd wordt op basis van artikel 36, eerste lid, 3°, van het decreet, worden de typeformulieren bedoeld bij artikel 21, opgesteld op advies van de CCOJ zodat het dossier van de aanvraag minstens de informatie bedoeld in het formulier opgenomen in bijlage 4 bevat.

Iedere erkenningsaanvraag bedoeld bij dit artikel gaat samen met een actieprogramma dat het saldo dekt van de periode tussen de datum van de erkenning en het einde van de lopende vierjarige periode, zonder dat deze periode meer dan twee jaar mag bedragen.

Het actieprogramma bedoeld bij het derde lid bevat de volgende essentiële elementen :

- 1° de presentatie van het doelpubliek van de vereniging,
- 2° de actiezones mogelijk beoogd door de vereniging.

Art. 23. De Jeugddienst bericht ontvangst van een aanvraag bedoeld bij artikel 2 binnen de vijf werkdagen van haar ontvangst. Hij gaat na of het dossier van de aanvraag volledig is met betrekking tot de vereisten die voortvloeien uit dit besluit en zijn bijlagen. Desgevallend, binnen een termijn van dertig werkdagen na de verzending van het bericht van ontvangst, vraagt hij aan de vereniging de elementen die steeds verschuldigd zijn in het dossier.

De aanvraag wordt in aanmerking genomen op de datum waarop de Jeugddienst het volledige dossier ter beschikking heeft. De Jeugddienst licht de vereniging in over de datum van inaanmerkingneming binnen de beste termijnen en, in elk geval, tegen ten laatste 30 juni.

Totdat de beslissing genomen wordt, wordt de vereniging ertoe gehouden de Jeugddienst in te lichten over elke substantiële wijziging van de inhoud van het dossier van de in aanmerking genomen aanvraag.

Vanaf de inaanmerkingneming van haar dossier en ten laatste tien werkdagen vóór 15 september kan de vereniging een nota met op- en aanmerkingen indienen ter attentie van de Jeugddienst.

Art. 24. Ten laatste tegen 31 december neemt de Minister een beslissing over de aanvragen bedoeld bij artikel 20, op met redenen omkleed voorstel van de Jeugddienst, opgesteld in de vorm van een besluit, en waaraan gevoegd worden, enerzijds, de adviezen van de Inspectie en van de CCOJ geraadpleegd overeenkomstig de artikelen 25 tot 30 en, anderzijds, de op- en aanmerkingen verwoord door de verenigingen met toepassing van artikel 23, vierde lid.

De Minister neemt tijdens een kalenderjaar enkel een beslissing over de aanvragen bedoeld bij artikel 20 in aanmerking genomen overeenkomstig voor 30 juni van hetzelfde jaar.

Art. 25. Ten laatste tegen 15 juli, zendt de Jeugddienst de aanvragen over bedoeld bij artikel 24, tweede lid, ter advies, aan de Inspectie en de CCOJ.

Art. 26. De CCOJ behandelt elke aanvraag die haar overgezonden wordt volgens de procedure door haar in haar huishoudelijk reglement bepaald.

Art. 27. De Inspectie en de CCOJ lichten, ieder afzonderlijk, de Jeugddienst en de vereniging in over de identiteit van de persoon belast met het voorbereiden van hun respectieve advies.

De Jeugddienst licht de Inspectie en de CCOJ in over elk element dat ze in staat zou kunnen stellen hun respectieve advies voor te bereiden.

Art. 28. De Inspectie deelt haar advies mede aan de Jeugddienst en aan de CCOJ ten laatste tien werkdagen vóór 15 september.

Art. 29. De Jeugddienst deelt aan de CCOJ een met redenen omkleed voorstel tot beslissing mee, opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit, ten laatste tegen 15 september. Erbij voegt hij de mogelijke nota van op- en aanmerkingen opgesteld door de vereniging en voor hem bestemd met toepassing van artikel 7, vierde lid. Ten laatste tegen 15 september, deelt de Jeugddienst tevens aan de CCOJ een nota met de evaluatie van de begrotingsimpact van iedere in aanmerking genomen aanvraag met toepassing van artikel 24, tweede lid.

Art. 30. De CCOJ zendt haar advies aan de Jeugddienst over ten laatste tegen 20 november of, indien de 20^{ste} november geen werkdag is, de eerste werkdag die erop volgt.

Art. 31. Wanneer de Minister een beslissing heeft genomen met toepassing van artikel 24, wordt door de Jeugddienst aan de vereniging kennis van zijn beslissing gegeven en heeft deze beslissing uitwerking met ingang van 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op de datum van de beslissing.

Op voordracht van de CCOJ, kan nochtans de Minister een andere datum bepalen voor de uitwerking van zijn beslissing.

Onderafdeling 2. — Procedure met betrekking tot de vernieuwing van de erkenning van een vereniging als jeugdgroepering

Art. 32. Bij het laatste jaar van de erkenning, en onverminderd de inachtneming van artikel 37, dient de vereniging haar aanvraag om vernieuwde erkenning in, overeenkomstig de procedure bepaald bij de artikelen 20 tot 22, onder voorbehoud van de hierna volgende bepalingen.

Deze aanvraag wordt behandeld overeenkomstig de artikelen 23 tot 31, onder voorbehoud van de bepalingen die hierna volgen.

Art. 33. Elke aanvraag tot vernieuwing wordt ingediend ten laatste tegen 1 maart van het laatste jaar van elke vierjarige periode.

Art. 34. Naast de elementen bedoeld bij de artikelen 21 tot 22, bevat de aanvraag om vernieuwing van de erkenning een evaluatie van het verlopen vierjarige actieprogramma bedoeld bij artikel 22, § 4.

Art. 35. Enkel de aanvragen die de elementen bedoeld bij artikel 34 bevatten, worden in aanmerking genomen overeenkomstig artikel 23 en maken het voorwerp uit van een beslissing van de Minister.

De Jeugddienst verwoordt zijn voorstel, zoals bedoeld bij artikel 24, eerste lid, met inaanmerkingneming van het vierjarig onderzoek van de actieprogramma's, gedaan overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III.

HOOFDSTUK III. — Procedure van vierjarig onderzoek van de actieprogramma's

Art. 36. De Jeugddienst en de Inspectiedienst worden belast met het vierjarige onderzoek van de actieprogramma's bedoeld bij de artikelen 12, derde lid en 13, eerste lid, van het decreet, alsook met het onderzoek van de actieprogramma's van de jeugdgroeperingen, bedoeld bij artikel 22, § 4.

Het vierjarige onderzoek van de actieprogramma's bedoeld bij het eerste lid bevat :

1° de controle van het bestaan, in ieder betrokken actieprogramma, van de informatie bedoeld bij artikel 5, § 2, van het decreet, met inbegrip van de inlichtingen met betrekking tot elke categorie van vereniging alsook, desgevallend, tot ieder bijzonder stelsel waartoe ze toegang kregen en, anderszijds,

2° de controle van de inachtneming van de algemene erkenningsvoorwaarden bepaald bij artikel 5 van het decreet en de bijzondere erkenningsvoorwaarden bedoeld bij de artikelen 6 tot 10 van het decreet.

Art. 37. Met het oog op de evaluatie bedoeld bij artikel 36, zenden de verenigingen aan de Jeugddienst de documenten over, waarin, naargelang het geval, het nieuwe vierjarige actieprogramma of het nieuwe actieprogramma bedoeld bij artikel 22, § 4, alsook een evaluatie van het verlopen vierjarige actieprogramma of van het verlopen actieprogramma en dit, ten laatste tegen 1 maart van het laatste jaar van iedere vierjarige periode of, als het om verenigingen gaat die erkend worden als groepering, ten laatste tegen 1 maart van het laatste jaar van de periode waarop de erkenning betrekking heeft.

De evaluatie van het verlopen vierjarige actieprogramma of van het verlopen actieprogramma heeft betrekking op de volgende elementen, zoals gedetailleerd in bijlage 2 (deel II, A) :

- 1° de aanvankelijke doelstellingen;
- 2° de acties gevoerd in elke zone;
- 3° de middelen ontwikkeld om de doelen te bereiken;
- 4° de mogelijke evaluatie en aanpassingen.

Geen enkel element van het nieuwe vierjarige actie programma of van het nieuwe actieprogramma bedoeld bij het eerste lid zal in aanmerking worden genomen als het later dan 1 maart van het laatste jaar van iedere vierjarige periode aan de Jeugddienst wordt overgezonden.

Art. 38. Ten laatste tegen 15 juli, zendt de Jeugddienst een afschrift van de documenten bedoeld bij artikel 37 om advies aan de Inspectie en de CCOJ over.

Deze laatste brengen een advies uit, ten laatste tegen 20 november of, indien de 20^e november geen werkdag is, de werkdag daarna, minstens over de evaluaties en de nieuwe actieprogramma's in de volgende gevallen :

1° wanneer de vereniging de vernieuwing van haar erkenning en rangschikking aanvraagt met toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 2;

2° wanneer de vereniging, voor de eerste keer gedurende het laatste jaar van de vierjarige periode, haar toelating tot een bijzonder stelsel aanvraagt met toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 1;

3° wanneer, met toepassing van de artikelen 13 en 29, de Jeugddienst een met redenen omkleed voorstel tot beslissing aan de CCOJ meedeelt dat ongunstig is voor de vereniging.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van rangschikking of van het financieringscijfer*

Art. 39. Onverminderd artikel 40, wordt de Jeugddienst belast met het onderzoek en de bevestiging aan de verenigingen die het aanvragen van :

1° de verandering van financieringsklasse bedoeld bij artikel 13, tweede lid, van het decreet;

2° de verandering van indexcijfer bedoeld bij artikel 13, derde lid, van het decreet.

Samen met het voorstel tot beslissing van de Jeugddienst, worden de aanvragen betreffende een verandering bedoeld bij het eerste lid, 1°, aan het voorgaande advies van de CCOJ binnen de tien werkdagen van hun ontvangst voorgelegd.

De CCOJ is ertoe gehouden haar advies te formuleren en het aan de Jeugddienst mee te delen binnen de twintig werkdagen van de ontvangst van de aanvraag om advies.

Art. 40. De Jeugddienst geeft aan de vereniging kennis van haar beslissing over de aanvraag om wijziging van indexcijfer bedoeld bij artikel 39, eerste lid, 2°, binnen de zestig dagen van de ontvangst van de aanvraag.

De verandering van het indexcijfer heeft uitwerking met ingang van 1 januari van het jaar volgend op dat van de indiening van de aanvraag.

De Minister neemt een beslissing over de aanvraag om wijziging van financieringsklasse bedoeld bij artikel 39, eerste lid, 1° over het voorstel van de Jeugddienst, waarbij het voorgaande advies van de CCOJ gevoegd wordt.

De beslissing van de Minister bedoeld bij het derde lid heeft uitwerking met ingang van de kennisgeving ervan aan de vereniging door de Jeugddienst.

Op voordracht van de CCOJ, kan de Minister echter een andere datum bepalen voor de uitwerking van zijn beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Procedures voor de intrekking van de erkenning en van de rangschikking van de verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, voor de beëindiging van de toelating van deze tot één van de bijzondere stelsels*

Art. 41. Wanneer de Jeugddienst, na advies van de Inspectie, zich voorneemt aan de Minister een beslissing tot intrekking van de erkenning en van de rangschikking van een vereniging binnen een categorie van jeugdorganisaties, of tot beëindiging van de toelating van deze tot een van de bijzondere stelsels gedurende hun toepassing voor te stellen, brengt hij de vereniging bij aangetekende brief er op de hoogte van en vermeldt hij de criteria voor de erkenning en de rangschikking binnen een categorie en/of voor de toelating tot een bijzonder stelsel die ze niet meer in acht neemt.

Hij brengt er gelijktijdig de CCOJ van op de hoogte.

Art. 42. Binnen de vijftien werkdagen na de kennisgeving bedoeld bij artikel 41, zendt de vereniging een nota met op- en aanmerkingen aan de Jeugddienst over.

Op het einde van deze termijn, zendt de Jeugddienst een voorstel tot intrekking van de erkenning en rangschikking en/of beëindiging van de toelating tot een bijzonder stelsel aan de CCOJ, samen met het advies van de Inspectie, en, desgevallend, de op- en aanmerkingen van de vereniging, om advies over.

Het voorstel bedoeld bij het tweede lid heeft ook betrekking op de toekenning van een uitzonderlijke subsidie overeenkomstig artikel 75, eerste lid, van het decreet, en, desgevallend, op het bedrag en de duur van de toekenning van de subsidie.

Art. 43. Artikel 10 is van toepassing op de procedures bepaald in dit hoofdstuk.

Art. 44. De CCOJ is ertoe gehouden haar advies uit te brengen en aan de Jeugddienst mee te delen binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van het voorstel van deze.

Art. 45. De Minister neemt een beslissing over het voorstel van de Jeugddienst, waarbij het advies van de Inspectie, het advies van de CCOJ en de op- en aanmerkingen van de vereniging gevoegd zijn met toepassing van artikel 10.

De beslissing van de Minister heeft uitwerking met ingang van de kennisgeving aan de vereniging door de Jeugddienst.

HOOFDSTUK VI. — *Procedure betreffende de schorsing van het recht op de gewone jaarlijkse subsidie*

Art. 46. Wanneer de Jeugddienst, na advies van de Inspectie, zich voorneemt aan de Minister een beslissing tot schorsing van het recht op de gewone jaarlijkse subsidie voor te stellen, brengt hij de betrokken vereniging bij aangetekende brief er op de hoogte van dat een procedure tot schorsing van het recht op de gewone jaarlijkse subsidie aan de gang is en vermeldt hij de criteria voor de erkenning die ze niet meer in acht neemt.

De brief vermeldt, daarenboven, de datum waarop de beslissing tot schorsing uitwerking zou hebben.

Hij brengt er gelijktijdig de CCOJ van op de hoogte.

Art. 47. Binnen de vijftien werkdagen na de kennisgeving bedoeld bij artikel 46, zendt de vereniging een nota met op- en aanmerkingen aan de Jeugddienst over.

Op het einde van deze termijn, zendt de Jeugddienst een voorstel tot schorsing van het recht op de gewone jaarlijkse subsidie aan de CCOJ, samen met het advies van de Inspectie, en, desgevallend, de op- en aanmerkingen van de vereniging, om advies over.

Art. 48. Artikel 10 is van toepassing op de procedures bepaald in dit hoofdstuk.

Art. 49. De CCOJ is ertoe gehouden haar advies uit te brengen en aan de Jeugddienst mee te delen binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van het voorstel van deze.

Art. 50. De Minister neemt een beslissing over het voorstel van de Jeugddienst, waarbij het advies van de Inspectie, het advies van de CCOJ en de op- en aanmerkingen van de vereniging gevoegd zijn met toepassing van artikel 10.

De Minister neemt zijn beslissing met bepaling, desgevallend, van de uitwerkingsdatum en de duur van de schorsing, en brengt er de Jeugddienst ervan op de hoogte om verdere kennisgeving aan de vereniging.

HOOFDSTUK VII. — *Beroepsprocedures*

Art. 51. De bepalingen van dit hoofdstuk betreffen :

1° de beroepen tegen een beslissing betreffende een aanvraag om erkenning en rangschikking van de verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, of betreffende een toelating van deze tot een van de bijzondere stelsels alsook tegen een beslissing betreffende de vernieuwing van de erkenning en de rangschikking, of van toelating tot een van de bijzondere stelsels;

2° de beroepen tegen een beslissing tot intrekking van de erkenning en rangschikking van de verenigingen binnen een categorie van jeugdorganisaties, of betreffende een toelating van deze tot een van de bijzondere stelsels gedurende hun toepassing of betreffende een beslissing tot schorsing van het recht tot de gewone subsidie;

3° de beroepen tegen een beslissing betreffende een verandering van klasse of financieringsindexcijfer;

4° de beroepen tegen een beslissing betreffende een aanvraag om erkenning als jeugdgroepering alsook tegen een beslissing betreffende de vernieuwing van deze erkenning;

5° de beroepen tegen een beslissing betreffende de intrekking van een erkenning als jeugdgroepering.

Art. 52. Vanaf de kennisgeving van een beslissing bedoeld bij het vorige artikel beschikt de vereniging over vijftien werkdagen om beroep in te stellen tegen deze bij aangetekende brief gericht aan de Jeugddienst.

Art. 53. Zodra de Jeugddienst de brief van beroep krijgt :

1° zendt hij er een afschrift van aan de Inspectie en de CCOJ die ieder afzonderlijk hun lid aanwijzen voor het onderzoek van het beroep;

2° richt een bericht van ontvangst aan de vereniging.

Art. 54. Het lid van de Inspectie en het lid van de CCOJ die gekozen worden om hun advies uit te brengen betreffende een beroep kunnen in geen enkel geval de leden zijn die de aanvraag in eerste instantie onderzocht hebben.

Art. 55. Vanaf de ontvangst van het advies van de Inspectie, beschikt de Jeugddienst over vijftien werkdagen om een voorstel tot beslissing aan de CCOJ over te zenden, waarbij het advies van de Inspectie gevoegd wordt.

Art. 56. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk, behandelt de CCOJ elk beroep dat haar overgezonden wordt volgens de procedure die ze in haar huishoudelijk reglement bepaalt.

Art. 57. De CCOJ verwittigt schriftelijk de vereniging van de datum waarop het dossier behandeld wordt.

Behoudens indien de vereniging uitdrukkelijk verzaakt heeft om gehoord te worden bij de indiening van haar beroep, nodigt de CCOJ de vereniging uit om haar te horen.

Hoe dan ook, vraagt de CCOJ aan de vereniging om haar op- en aanmerkingen bekend te maken en mee te delen ten laatste op de werkdag die voorafgaat aan de datum waarop het dossier behandeld wordt.

Art. 58. De CCOJ wordt ertoe gehouden haar advies uit te brengen en aan de Jeugddienst mee te delen binnen de twee maanden na de ontvangst van haar voorstel.

Art. 59. De Minister neemt een beslissing over de beroepen bedoeld bij artikel 51, op met redenen omklede voordracht van de Jeugddienst, verwoord in een besluit, en waarbij het advies van de Inspectie, het advies van de CCOJ en de op- en aanmerkingen van de vereniging gevoegd zijn met toepassing van artikel 58.

Hij deelt zijn beslissing aan de Jeugddienst mede om verdere kennisgeving aan de vereniging.

Art. 60. Een beslissing genomen op een beroep overeenkomstig dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de Jeugddienst van de beslissing waarop het beroep slaat, kennis heeft gegeven.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 61. Het lid van de Regering dat bevoegd is voor de Jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA